

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1989CONCLUSIONSDU CHEF DU DEPARTEMENT

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Chargés d'Affaires,
Mesdames, Messieurs,

En guise d'ouverture de notre conférence de cette année, nous avons entendu le Président du CICR, M. Cornelio Sommaruga, nous brosser un tableau des défis et des obstacles auxquels cette institution doit faire face aujourd'hui, 125 ans après la conclusion de la première Convention de Genève.

Il a surtout parlé de la politisation de l'action humanitaire. Les tentatives de pressions dont le CICR fait l'objet pour qu'il privilégie les intérêts de l'une ou l'autre Partie dans un conflit doivent être écartées, et le CICR doit clairement rester indépendant et impartial.

La cohésion et la non-politisation du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est un autre problème. Le CICR doit clarifier ses relations avec la Ligue et les sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge, et son rôle de "leadership" doit être établi.

A ces différents problèmes s'ajoute celui, constant, des ressources financières.

Par ailleurs, M. Sommaruga a exposé avec franchise les problèmes auxquels il est confronté sur le plan de la gestion de l'institution et de la politique du personnel.

- 2 -

Lors de la cérémonie qui a suivi pour commémorer le 125ème anniversaire de la première convention de Genève, le Président de la Confédération, M. Jean-Pascal Delamuraz, a rappelé la tradition que la Suisse s'est donnée en matière de développement du droit international humanitaire. On peut en éprouver en effet une certaine fierté mais ne nous reposons pas sur nos lauriers car cette tradition doit nous conduire à nous engager sans relâche en faveur du respect de la dignité humaine.

* * *

Lors de la discussion qui a suivi mes propos liminaires mardi après-midi, vous avez abordé de nombreux points importants dont certains ont été approfondis dans le contexte des deux séminaires qui se sont déroulés mercredi matin. Le premier point que je retiendrai concerne la protection de l'environnement car il s'agit là d'un domaine qui, à l'avenir, pourrait donner une dimension nouvelle à notre politique étrangère. Ces problèmes ont une dimension internationale. Si nous pouvons nous féliciter de l'issue favorable de la conférence de Bâle et de son impact à l'étranger, nous devons aussi être conscients qu'un travail énorme reste à faire, aussi bien sur le plan bilatéral qu'au niveau multilatéral, afin de renforcer la coopération dans ce domaine, et ce aussi bien en Europe que dans le reste du monde. Sur notre continent, une telle coopération pourrait éventuellement se faire par le biais d'une participation de la Suisse à l'Agence européenne de l'environnement. Certains d'entre vous m'ont rappelé que l'Agence européenne de l'environnement devait d'abord se concevoir et s'aménager à 12. Je le veux bien, mais cela continue de m'étonner; la pollution ou les mesures conçues pour la combattre ne s'arrêtent pas à une communauté ou à une association d'Etats. Si une usine bâloise déversait, ce que nous ne souhaitons pas, des substances toxiques dans le Rhin, j'imagine que ces substances vont préoccuper aussi nos voisins allemands, français ou néerlandais.

- 3 -

Ceci m'amène à évoquer nos relations avec la Communauté. Celles-ci s'inscrivent à l'heure actuelle dans un cadre qui a été déterminé par le Conseil fédéral, mais nous sommes évidemment conscients que l'Europe communautaire évolue. Nous devons dès lors en permanence analyser les circonstances changeantes et affiner notre politique à l'égard de la Communauté. Ceci est désormais un problème de chaque jour, ce qui ne doit pas pour autant être perçu comme de la précipitation. Ainsi, à plus long terme, le type de structure interne que la Communauté adoptera - fédération d'Etats ou confédération - déterminera sans doute la formulation de nos relations futures avec celle-ci. Ces relations seront nécessairement aussi influencées par la façon dont sera définie la finalité politique de la Communauté : la CEE deviendra-t-elle un pilier de l'OTAN comme semblent le souhaiter les Etats-Unis ou sera-t-elle d'abord européenne ?

* * *

Notre regard s'est également porté sur la Hongrie, la Pologne, l'URSS et plus particulièrement sur la personne de M. Gorbatchev dont nous avons reconnu l'action décisive sur l'évolution que connaît son pays. Il a été relevé que son arrivée au pouvoir a été accompagnée d'un changement significatif de génération dans les instances dirigeantes soviétiques, ce qui constitue peut-être une garantie - fragile, il est vrai - sur la continuité des réformes entreprises. Je constate avec satisfaction que le séminaire sur les questions relatives aux pays de l'Est a suscité un grand intérêt. Vos réflexions et vos nombreuses suggestions nous permettront de mieux définir notre position. Je relève aussi que ce débat avait été préparé à l'avance, ce qui a contribué à son succès. Je partage votre point de vue selon lequel nous devons agir de concert avec les autres pays occidentaux et recourir à des programmes d'aide qui soient à notre portée. L'Occident et les dirigeants américains surtout ne regardent plus M. Gorbatchev face à face, comme cela était le cas lors de la détente précédente, à l'époque de Brejnev, mais les adversaires de naguère se retrouvent de plus en plus côte à côte pour affronter des problè-

- 4 -

mes qui ont une dimension universelle comme l'environnement ou l'aide au développement. Il est évident que l'état de droit et la société civile ne sont pas encore en voie d'être restaurés en URSS mais les attitudes ont changé de manière spectaculaire. Certains d'entre vous nous ont invités pourtant à rester très prudents dans l'appréciation de l'évolution en URSS. Je pense effectivement qu'il ne faut pas céder à l'euphorie ou à la naïveté, la volonté de réforme des dirigeants actuels se heurte à des forces d'inertie qui paraissent presque insurmontables. En attendant, on constate une évolution réjouissante des dossiers de maîtrise des armements. Mais de là à préconiser le désarmement unilatéral de la Suisse, c'est aller bien vite en besogne. D'ailleurs, le Chef du Groupe renseignements et sécurité du DMF a relevé tout à l'heure dans son exposé deux éléments qui méritent d'être pris en compte :

- Les indices de détente se multiplient et des mutations importantes ont lieu en Europe orientale. Mais même s'il faut s'en féliciter, il faut aussi admettre que c'est précisément pour cela que la situation en Europe est imprévisible et peut devenir instable.
- Par ailleurs, en même temps que l'humeur est au dialogue et à la réduction des armements, les arsenaux existants sont sans cesse perfectionnés, les systèmes d'armes plus précis et plus efficaces. Il me semble que ce n'est donc pas encore le moment pour notre pays de réduire une armée qui ne menace de toute façon personne.

Mardi, j'avais établi un lien entre l'amélioration des structures économiques dans les démocraties populaires et une restauration au moins partielle des libertés individuelles. Il y a sûrement des experts qui se livrent à de longues digressions sur ce problème. Il est peut-être vrai que certains pays, cités en exemple pour leur succès économique, comme la Corée du Sud ou Formose, ne sont pas des modèles de démocratie, mais on n'attendait pas non plus de la Chine qu'elle devienne du jour au lendemain un modèle

- 5 -

de démocratie. Seulement voilà : avec le développement des libertés économiques sont apparues des revendications politiques et sociales élémentaires et ce sont celles-là qui ont été écrasées par les tanks sur la place Tien An Men. Alors, en Europe orientale aussi, on voit maintenant se développer de pair une volonté de réforme économique et un appétit de liberté individuelle. Notre espoir, c'est que ces régimes, en Pologne, en Hongrie, en URSS aussi, répondent à cet appétit de liberté et notre devoir c'est de leur apporter non seulement un soutien économique, mais aussi et surtout de les aider dans leur démarche vers plus de démocratie. Je relève ici dans ce contexte le nombre d'appels que nous recevons. Répondre à ces appels est, à mon sens, une exigence fondamentale. Il faut en tous les cas refuser de s'enfermer dans l'indifférence.

L'évolution dans les pays de l'Est a également des répercussions en dehors de l'Europe, dans les pays en voie de développement, dont certains procèdent à une réorientation de leur politique : l'aide soviétique a diminué et le modèle socialiste de croissance n'a plus cours. Nous avons pris bonne note de la suggestion faite de renforcer le dialogue avec ces pays afin de les encourager dans la nouvelle voie qu'ils ont choisie.

Deux pays extra-européens ont, enfin, de par leurs similitudes, retenu notre attention. En effet, aussi bien l'Afrique du Sud qu'Israël doivent faire face à la question essentielle du partage : partage du pouvoir pour le premier, partage du territoire pour le second. Or, les rapports de forces politiques internes dans chacun de ces pays sont tels qu'une issue satisfaisante à leur dilemme reste des plus incertaines.

Sur la base des cinq questions soumises par la DDA, une discussion très fructueuse a eu lieu dans le séminaire consacré à l'aide au développement. Les prises de position des participants ont mis en évidence quelques points :

- 6 -

- Dans de nombreux pays, le poids de la dette doit être réduit, sinon le développement n'est plus possible.
- Les politiques d'ajustements ont parfois eu des résultats positifs mais pour nombre de pays on est encore loin d'un assainissement structurel véritable.
- La réussite d'un programme d'ajustements dépend surtout de la stabilité politique et institutionnelle dans les pays considérés. A l'avenir, notre aide au développement devra privilégier encore davantage les programmes d'ajustements structurels par rapport aux projets d'aide traditionnels. Mais il ne faut pas oublier le fardeau social qu'imposent les ajustements sur certaines couches de population déjà démunies.

Dans ses conclusions de ce matin, le Secrétaire d'Etat Blankart a relevé que le sort des pays les plus pauvres entre moins dans les préoccupations de l'opinion publique suisse. Si cette tendance se vérifiait, elle serait tout à fait regrettable. Reconnaître la nécessité de poursuivre notre aide au développement, eh bien, c'est la moindre des choses! En réalité, nous devrions l'augmenter si l'on veut que le mot "solidarité" ait réellement un sens. Le tiers monde n'est pas un autre monde. Nous partageons tous notre même destin d'homme sur la même Terre.

Mercredi après-midi, le Conseiller fédéral Ogi vous a exposé avec élan la politique du Conseil fédéral dans un domaine d'une importance cruciale pour la Suisse : celui des transports. Je ne souhaite pas revenir ici sur tous les aspects de cette politique. Je retiendrai cependant de ses propos cet appel légitime qu'il vous a adressé afin que vous contribuiez à mieux faire connaître dans vos pays de résidence respectifs la position du Conseil fédéral en la matière. Votre concours est en effet précieux en vue d'un renforcement à l'étranger du degré de compréhension à l'égard de nos spécificités.

- 7 -

Dans ses propos de ce matin sur notre politique économique extérieure, mon collègue, M. Delamuraz nous a donné le bulletin de santé de notre économie en relevant que son état est très réjouissant. Cependant, il a posé des questions légitimes :

- à propos des inquiétudes que l'on entend s'exprimer dans le pays sur l'insertion à venir de l'économie suisse dans le monde,
- à propos des sentiments d'auto-satisfaction helvétiques qui sont de moins en moins justifiés,
- à propos de la lenteur des décisions et de la peine qu'ont certains secteurs de notre économie à accepter les règles de concurrence.
- à propos enfin d'une certaine érosion de l'esprit d'entreprise.

Je ne peux que partager ces interrogations. Oui, l'économie suisse va bien mais il serait dangereux de prétendre que nous en avons le mérite exclusif car si la conjoncture est très favorable chez nous, n'est-ce pas aussi largement - par effet d'entraînement - parce que les choses vont aussi bien chez nos principaux partenaires ...? Notre appareil économique doit préserver plus que jamais sa volonté d'ajustement et d'adaptation.

* * *

- 8 -

Cette conférence, qui est maintenant à son terme, nous a permis d'aborder une série de problèmes dont la plupart vont constituer les échéances de notre politique étrangère, dans les mois et les années à venir :

- Il y a d'abord le double problème européen, c'est-à-dire d'une part notre attitude face au processus d'intégration européenne, qui nous conduira à approfondir nos relations avec les pays de l'AELE; d'autre part, les développements dans certains pays d'Europe orientale. A propos de ces deux problèmes, je suis tenté de parler d'une véritable effervescence du continent européen, à l'Est comme à l'Ouest. Effervescence politique, économique, culturelle ... Il n'est décidément plus de mise de se lamenter sur l'euro-pessimisme, comme certains le faisaient encore il y a peu de temps. Il est en outre de notre devoir de ne pas nous laisser passivement surprendre par cette évolution mais au contraire de formuler clairement notre avenir dans cette Europe de demain qui sera la nôtre. D'autres dossiers nombreux nous attendent :
- Le tiers monde, l'aide au développement est un thème qui restera invariablement à l'agenda de notre politique étrangère, aussi longtemps que la misère de nombreux peuples nous interpellera.
- L'environnement va constituer un problème de plus en plus important et urgent. On le constate dans la multiplication des conférences internationales. Ce dossier aussi est devenu inévitable, qu'il s'agisse de notre voisinage immédiat, de l'Europe orientale ou du tiers monde.
- Le défi du Pacifique, à commencer par le Japon. Les priorités européennes ne doivent pas nous faire perdre de vue le dynamisme extraordinaire de cette région du monde.

- 9 -

- Les relations Est-Ouest : nous continuerons de vivre dans l'intimité de ce dossier car, en dernière analyse, c'est celui qui conditionne le plus directement notre sécurité.

- Il y a enfin la présence et l'image de la Suisse dans le monde. Le 700ème anniversaire de la Confédération va nous donner l'occasion de mieux faire connaître notre spécificité et notre identité à travers le monde. Nous disposons pour cela d'un budget ... Ce budget n'est pas considérable mais c'est déjà mieux que rien. Même si on ne vous sollicite pas, n'hésitez pas dans ce domaine important de nous faire part de vos expériences et de vos idées.

Comme vous le constatez, cette énumération des échéances à venir touche un spectre très large et où que vous soyez, vos rapports sur ces questions nous aideront à orienter et formuler notre politique étrangère. Je voudrais ici vous remercier pour vos nombreuses contributions passées et pour les analyses que vous continuerez de nous envoyer.

La prochaine conférence plénière aura lieu du 21 au 24 août 1990, mais ces dates sont provisoires et vous seront confirmées le moment venu.

J'ai par ailleurs le plaisir de vous annoncer la création d'une troisième division au sein de la Direction politique, division qui regroupera le Service CSCE, le Service des intérêts étrangers, les Questions politiques spéciales ainsi que le Service touchant aux problèmes de la paix.

C'est Mme l'Ambassadeur Marianne von Grünigen qui a été nommée à la tête de cette division et je voudrais saisir cette occasion pour l'en féliciter.

* * *

- 10 -

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Chargés d'Affaires,

Dans les prochains jours, dans les prochaines semaines, vous allez rejoindre vos postes; pour certains, ce ne sera que quelques heures de voiture, pour d'autres ce sera le retour dans des pays lointains et parfois difficiles, où l'environnement se dégrade; pour quelques-uns d'entre vous, il s'agira de nouvelles missions. Je suis conscient de ce que votre engagement dans ces pays représente et je tiens à rendre hommage ici au sens du service qui vous anime, vous et vos conjoints.

Je voudrais également remercier tous ceux qui par leurs interventions et leurs suggestions ont contribué au succès de la présente conférence. Je suis du reste convaincu que l'excursion de demain nous donnera encore l'occasion de poursuivre les échanges fructueux que nous avons eus.
